



# 2016

ANNUAL MEETINGS

International Monetary Fund  
World Bank Group  
Washington, D.C.

---

7 octobre 2016 (F)

Allocution de **JIM YONG KIM**,  
Président du Groupe de la Banque mondiale,  
devant les Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale  
réunis en séance plénière annuelle



**Réunion plénière des Assemblées annuelles**  
**Allocution de Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale**

DAR Constitution Hall, Washington (États-Unis)

7 octobre 2016

*Tel que préparé pour l'allocution*

Merci, Monsieur le président Cardenas, Madame Lagarde, Mesdames et Messieurs les ministres, chers amis.

Mesdames et Messieurs, j'ai l'honneur et le privilège de diriger une organisation extraordinaire.

Connu pour son dévouement, le personnel de notre institution se distingue aussi par sa persévérance et son dynamisme, mais, surtout, il tient ses engagements.

Je le remercie de privilégier constamment les besoins de nos clients.

Je souhaite aussi remercier tous les pays membres de notre organisation de m'avoir reconduit dans mes fonctions et d'avoir ainsi manifesté leur soutien à notre travail et à tout ce que nous essayons de réaliser ensemble.

Nous nourrissons les mêmes ambitions, nous souhaitons tous aller de l'avant, nous voulons tous mettre fin à l'extrême pauvreté de notre vivant. Et nous savons tous que cela est possible.

À mesure que nous avancerons dans la poursuite de nos objectifs communs, la tâche deviendra de plus en plus ardue, car il sera de plus en plus difficile d'atteindre les populations qui n'auront pas encore échappé à l'extrême pauvreté.

Nous traversons des temps difficiles.

Le Groupe de la Banque mondiale doit toujours être prêt à agir rapidement et à faire preuve de souplesse, à apporter des idées nouvelles et à moduler son action selon les besoins — dans un pays après l'autre.

Durant mon premier mandat de président, nous nous sommes employés à transformer le Groupe de la Banque mondiale en une organisation apte à relever certains des défis les plus complexes auxquels notre génération est confrontée.

C'est ce que vous attendiez de nous.

Aujourd'hui, je veux que vous sachiez que nous sommes à la hauteur des enjeux.

Et que nous sommes prêts.

L'occasion qui se présente à nous est énorme, mais notre capacité à la mettre à profit dépendra de notre aptitude à travailler entre nous et avec vous.

Le temps ne joue pas en notre faveur. Nous ressentons tous la nécessité d'agir de toute urgence.

Certes, les objectifs que nous avons fixés sont ambitieux, mais le personnel de notre organisation a démontré qu'il était largement à la hauteur de la tâche.

J'aimerais maintenant me pencher sur le chemin parcouru.

Au cours de la première année de ma présidence, vous avez approuvé deux nouveaux objectifs ambitieux pour notre institution : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et promouvoir une prospérité partagée — en œuvrant en faveur de l'accroissement des revenus des 40 % les plus pauvres de la population de tous les pays en développement.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons convenu de doter le Groupe de la Banque mondiale d'une stratégie définissant les principes fondamentaux de la réforme.

Cette réforme n'a pas été facile, mais les initiatives les plus importantes sont rarement aisées.

Aujourd'hui, je suis convaincu que nous disposons de la structure adéquate pour produire davantage de résultats, avec plus d'efficacité, en votre faveur.

Des flots de connaissances se répandent dans toute notre organisation et jusque dans les pays clients où la créativité et l'innovation s'en trouvent stimulées.

Permettez-moi de vous donner un exemple illustrant la façon dont nous avons réussi à transférer des connaissances et des données d'expérience entre diverses régions.

Notre nouvelle structure reposant sur des pôles mondiaux d'expertise a facilité et accéléré les échanges de connaissances entre les pays. Par exemple, lorsque le Gouvernement indien s'est adressé à la Banque pour élaborer un grand programme de développement des services d'hygiène publique pour les pauvres, nous avons pu mobiliser, pour ensuite les transférer en Inde, les connaissances et les expériences acquises dans le cadre d'un projet d'assainissement en zone rurale réalisé en Égypte.

En Inde, cette démarche a abouti au projet Swachh Bharat d'assainissement en zone rurale d'un montant d'un milliard de dollars. Ce projet s'est inspiré des connaissances sur l'efficacité des prestations de services — dans les domaines de la gouvernance locale, de la transparence et de l'obligation de rendre compte aux citoyens — qui avaient déjà été appliquées à grande échelle en Égypte. Grâce à nos pôles mondiaux d'expertise, nous nous efforçons actuellement de diffuser, à travers le monde, le savoir tiré de ces deux projets.

Les réformes auxquelles nous avons procédé avaient pour objectif de nous permettre d'obtenir davantage de résultats pour vous sur le terrain.

Il est important de rappeler qu'au moment où nous mettons en œuvre ces réformes, vous nous avez soutenus en procédant à une reconstitution d'un montant record — 52 milliards de dollars — des ressources de l'IDA.

En outre, vous nous avez encouragés à accroître la capacité de prêt de la BIRD par le biais de notre programme « Marge de manœuvre ». Je suis fier de pouvoir annoncer que les revenus que la BIRD dégagera de ses opérations de prêt dépasseront ses charges administratives durant le prochain exercice pour la première fois depuis longtemps.

Dans le cadre de l'examen de nos dépenses, nous avons réduit nos coûts administratifs de 400 millions de dollars et réinvesti les économies ainsi réalisées dans les opérations de la Banque. Ces réinvestissements nous permettent de produire des résultats plus rapidement au profit de nos clients.

Depuis ma prise de fonction, nous sommes parvenus à satisfaire la demande de prêts à des niveaux jamais atteints en dehors des crises financières : l'aide de la BIRD et de l'IDA a dépassé 160 milliards de dollars durant les quatre derniers exercices. Quant à l'IFC et à la MIGA, leurs engagements ont atteint respectivement 70 milliards de dollars et 13 milliards de dollars.

La capacité de notre personnel à mobiliser des financements est remarquable. Pour chaque dollar apporté par un bailleur de fonds, l'IDA en engagera trois. Chaque dollar investi par l'IFC permet de mobiliser au moins quatre dollars auprès d'autres sources. Enfin, la MIGA permet de mobiliser des ressources selon un rapport de 1 à 14.

Mais c'est peut-être l'extraordinaire bilan de la BIRD qui est le plus impressionnant. Avec seulement 15 milliards de dollars de capital versé par l'ensemble des actionnaires depuis sa fondation il y a plus de 70 ans, la BIRD a mobilisé plus de 600 milliards de dollars pour financer des prêts aux pays à revenu intermédiaire. Une BIRD solide a été et demeure un pilier de l'architecture financière mondiale.

Vous nous avez demandé d'introduire davantage d'innovations financières, et nous l'avons fait. Lorsque nous cherchons à promouvoir ces innovations, nous nous surpassons à la fois pour trouver de nouvelles méthodes de mobilisation des ressources à l'échelle requise et pour accroître le rendement de ces ressources.

Nous avons mis à profit nos compétences économiques et notre connaissance des questions de développement pour concevoir plusieurs instruments financiers novateurs. Cette année, par exemple, nous avons créé le premier mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie en nous inspirant des enseignements de la crise Ebola.

Nous avons accru l'aide de l'IDA aux pays les plus pauvres. Nous sommes heureux que l'Association internationale de développement ait obtenu une note de crédit AAA, première étape importante vers son accès aux marchés financiers. Cette note de crédit témoigne de la solidité des fonds propres cumulés et de la gestion de l'IDA, de la qualité de notre structure de gouvernance, de la fermeté du soutien des bailleurs de fonds et de notre capacité à produire des résultats.

Par ailleurs, nous avons annoncé récemment la création d'un Mécanisme mondial de financement concessionnel pour renforcer l'action face aux crises de réfugiés en accordant des financements concessionnels à l'appui du développement des pays à revenu intermédiaire.

Avec votre soutien, nous avons accéléré nos travaux sur le changement climatique au plan tant du financement que de la profondeur de notre réflexion, comme en témoigne l'engagement que nous avons pris, durant l'automne 2015, de porter le montant de notre financement de l'action climatique à 28 % du total de nos engagements à l'horizon 2020.

Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas mettre fin à la pauvreté sans protéger la planète et ses habitants. Vous avez tenu compte de cette réalité en approuvant un nouveau cadre environnemental et social qui nous aidera à produire des résultats meilleurs et plus durables en matière de développement.

Vous nous avez autorisés à faire preuve d'audace.

Vous nous avez lancé un défi. Nous l'avons relevé.

Aujourd'hui, toutefois, nous devons nous demander si nous agissons à l'échelle requise.

Selon les dernières projections, la croissance mondiale atteindra 2,4 % en 2016 en raison du ralentissement des échanges commerciaux internationaux, de la faiblesse de l'investissement et d'une incertitude politique croissante. Le nombre de pays en développement en récession est le plus élevé depuis 2009.

Je sais que vous partagez tous mon ambition et que vous êtes tous animés du même sentiment d'urgence — cette ambition et cette urgence qui ont été au cœur de tout ce que nous avons accompli durant mon premier mandat de président du Groupe de la Banque mondiale.

Ensemble, nous avons préparé la prochaine phase des activités du Groupe de la Banque mondiale.

Les travaux que nous avons effectués dans le cadre de la stratégie *Forward Look* nous ont engagés dans une démarche qui consolidera les résultats obtenus jusqu'à présent. Cette initiative nous encourage en outre à réfléchir autrement à notre rôle et notre raison d'être et à veiller à ce que notre gouvernance reflète les réalités du monde d'aujourd'hui.

À l'approche de mon second mandat, je veux que vous sachiez que nous sommes plus déterminés que jamais à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

Nous atteindrons ces objectifs de trois manières :

Tout d'abord, en favorisant l'accélération d'une croissance économique solidaire et durable. Ensuite, en investissant davantage et plus efficacement dans les ressources humaines. Enfin, en renforçant la résilience aux multiples chocs et menaces planétaires.

Autrement dit, nous disposons de deux objectifs clairement définis et de trois moyens de les atteindre.

S'agissant du premier objectif, vous êtes unanimes à penser que la promotion d'une croissance soutenue, inclusive et durable doit demeurer notre priorité n° 1.

Nous avons une énorme occasion à saisir. Mais nous devons agir et nous avons besoin que vous nous y poussiez.

Les acteurs du secteur privé nous font savoir que l'imprévisibilité des politiques et mesures gouvernementales, la corruption et les réglementations fiscales constituent toujours les plus grands obstacles à l'investissement.

Nous voulons continuer à travailler avec vous afin de vous aider à accomplir de réels progrès dans la lutte contre la corruption, l'édification d'institutions plus fortes et la refonte des structures fiscales — mesures qui permettront de lever les obstacles à l'investissement privé, d'améliorer la prestation de services et de promouvoir une meilleure gouvernance.

Nous voulons aussi travailler avec vous pour rendre les investissements plus attractifs en réduisant les risques réels et perçus, tant dans les secteurs bien établis que dans les secteurs émergents.

Certes nous n'avons pas encore atteint l'échelle que nous souhaitons, mais je suis encouragé par le travail que nous effectuons maintenant pour attirer les investissements du secteur privé.

L'Inde dispose de l'un des plus vastes réseaux routiers au monde, mais ses routes sont excessivement sollicitées : 2 % seulement des routes nationales supportent 40 % du trafic, ce qui crée des goulots d'étranglement pouvant limiter la productivité et ralentir la croissance économique.

En Inde, comme dans tout autre pays en développement, l'infrastructure est essentielle à l'intégration des économies et à la prestation de services. Pour aider à améliorer le réseau routier indien, l'IFC a investi 250 millions de dollars dans l'entreprise Cube Highways basée à Singapour. Cette entreprise est en train de se constituer un portefeuille de routes à péage en Inde, en injectant les fonds dont les promoteurs ont tant besoin pour réaliser leurs projets routiers.

Au Ghana, nous avons collaboré avec le gouvernement au montage d'un financement de 1,5 milliard de dollars par le biais de la BIRD, l'IDA, l'IFC et la MIGA afin de soutenir un projet de gaz naturel d'un montant de 7,7 milliards de dollars.

C'est le plus important projet d'investissement direct étranger réalisé au Ghana.

Il fournira quelque 1 000 MW d'énergie fiable et plus propre, soit environ un tiers de l'offre d'électricité actuelle du pays. Ce projet génèrera plus de 2 milliards de dollars de taxes et

redevances, en valeur actuelle, et contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 1,6 million de tonnes de CO<sup>2</sup> par an.

Pas plus tard qu'hier, l'IFC a lancé une nouvelle plateforme de prêt qui, au cours des cinq prochaines années, mobilisera 5 milliards de dollars de capitaux privés à l'appui d'investissements dans les infrastructures de pays émergents. Le Programme de portefeuille de prêts conjoints, qui sera axé sur les infrastructures, permettra à des acteurs institutionnels d'investir conjointement avec l'IFC dans un portefeuille de projets. Les investisseurs bénéficieront d'une amélioration des termes du crédit consentie par l'IFC et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'ASDI. Le premier partenariat, conclu cette semaine avec Allianz, témoigne des possibilités qu'offre cette plateforme de mobiliser des investissements institutionnels afin de combler le déficit de financement des infrastructures.

Cette initiative marque une étape importante vers le positionnement des projets d'infrastructure comme catégorie d'actifs dans les marchés émergents.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, chers collègues, je voudrais que vous sachiez que nous continuons d'encourager l'augmentation des investissements dans les infrastructures afin de stimuler la croissance. Nous avons aussi conscience que nous devons mener une réflexion plus critique sur les types d'infrastructures dont les pays auront besoin pour soutenir la concurrence dans l'économie d'aujourd'hui et de demain.

Et nous devons aussi veiller très attentivement à ce que ces investissements profitent aux couches les plus pauvres et les plus marginalisées.

Déjà, les progrès technologiques ont conduit à l'émergence de nouvelles industries alors que d'autres sont en déclin. Cette dynamique est en train de transformer la nature de nombreux emplois et les compétences qui seront requises dans l'avenir.

Ce qui m'amène à notre deuxième axe stratégique, à savoir l'augmentation du volume et de l'efficacité des investissements dans le capital humain.

On ne saurait trop insister sur la nécessité urgente d'investir davantage et de manière plus efficace dans les ressources humaines.

Il semble clair que la compétence numérique sera une exigence de plus en plus importante pour la main-d'œuvre du futur. Nous craignons que le modèle économique traditionnel qui va d'une agriculture de production à une industrie manufacturière légère puis à une industrialisation à grande échelle disparaisse dans de nombreux pays pauvres.

Notre tâche consiste à travailler avec vous pour nous faire une bonne idée de ce à quoi pourrait ressembler l'économie de demain et structurer nos investissements de manière à vous mettre dans les meilleures conditions pour affronter la concurrence.

Nous serons à vos côtés au moment où vous investirez dans vos ressources humaines, tout au long de la durée de vie des investissements, afin de stimuler la croissance économique et doter



vos citoyens des compétences nécessaires pour soutenir efficacement la concurrence dans l'économie mondiale.

Vous pouvez être sûrs que nous vous accompagnerons dans cette marche vers l'avenir, quoi qu'il puisse nous réserver.

Nous sommes prêts et nous vous sommes dévoués.

Les nombreuses crises mondiales auxquelles nous sommes confrontés — les déplacements involontaires, le changement climatique et les pandémies — ont touché vos populations et vos économies respectives de différentes manières distinctives.

Notre troisième axe stratégique a donc trait au renforcement du rôle du Groupe de la Banque mondiale dans le programme d'action concernant les Biens publics mondiaux.

Nous sommes déterminés à travailler avec vous au renforcement de la résilience contre certains des chocs les plus graves qui menacent d'anéantir des décennies de progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté.

Nous voulons que tout le monde sache que l'IDA est l'un des instruments les plus importants dans l'histoire pour renforcer la résilience des populations les plus pauvres.

Durant la première année d'IDA-17, plusieurs crises — Ébola, les cyclones à Vanuatu et à Tuvalu, les inondations au Malawi et aux Îles Salomon, et le tremblement de terre au Népal — ont entraîné l'épuisement des fonds du Mécanisme de réponse aux crises. Vous avez consenti l'injection de 900 millions de dollars supplémentaires pour nous permettre de faire face à des crises exceptionnellement graves au cours de la seconde moitié d'IDA-17.

Nous vous en remercions.

Actuellement, 65 millions de personnes ont dû quitter leur foyer, parmi lesquelles 21 millions de réfugiés. La grande majorité d'entre eux vivent aujourd'hui dans des pays en développement.

Vous connaissez les chiffres et vous nous avez demandé d'intervenir, nous l'avons fait.

Pour aider les pays à préparer et à gérer les flux de populations, nous avons entrepris de mettre en place des systèmes de préalerte afin de prévoir les destinations des populations et d'intervenir ensuite rapidement.

Au Yémen, nous collaborons avec le PNUD au financement d'un programme de travaux publics destiné à aider les populations à tenir le coup et à gagner de l'argent. Nous travaillons durant les périodes de crise pour aider les pays d'accueil à améliorer le climat des affaires et à faire du secteur privé un moteur pour stimuler la croissance économique.

En Jordanie, nous aidons à établir des zones économiques spéciales afin de créer plus de 200 000 emplois pour les Jordaniens et les réfugiés syriens. Au Liban, nous préparons un projet

d'éducation qui permettra à 200 000 enfants syriens de s'inscrire dans les écoles publiques libanaises.

Dans bon nombre de pays, notamment en Afghanistan, au Kenya et en Somalie, nous nous employons actuellement à répondre par des solutions à plus long terme à des questions allant de l'augmentation de la productivité agricole dans les localités qui accueillent des réfugiés au retour desdits réfugiés dans leurs pays d'origine.

Avec votre appui, nous avons repensé fondamentalement les modalités d'emploi des financements pour faire face aux déplacements involontaires en créant le Mécanisme mondial de financement concessionnel. Si nous voulons réellement résoudre le problème, alors les financements concessionnels doivent suivre les réfugiés et non pas être conditionnés par des règles rigides qui se fondent uniquement sur le RNB par habitant.

Vous nous avez dit de faire preuve de souplesse et d'avoir un impact réel. Nous nous y emploierons.

Ébola, et plus récemment Zika, ont révélé des faiblesses létales dans notre capacité à faire face aux pandémies.

La probabilité est grande qu'une autre pandémie grave se déclare dans les 10 à 15 prochaines années. Celle-là pourrait coûter des milliers de millions de dollars et emporter des millions de vies.

Vous nous avez dit de nous y préparer. Une fois de plus, nous l'avons fait.

Si le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie que nous avons lancé cette année avait existé en 2014, alors qu'Ébola sévissait en Afrique de l'Ouest, nous aurions pu mobiliser 100 millions de dollars des mois avant que l'argent ne commence à affluer effectivement, au moment où l'épidémie n'avait atteint que le dixième de sa gravité. Au lieu de cela, le coût pour les pays affectés est de 10 milliards de dollars en termes d'interventions d'urgence, d'efforts de redressement et de pertes économiques.

La préparation est non seulement la meilleure solution, elle coûte aussi moins cher. Notre expérience des catastrophes naturelles nous a appris que l'investissement dans des systèmes d'alerte rapide a un rapport coûts-avantages d'au moins 5 dollars d'économies pour 1 dollar de dépenses.

C'est pourquoi vous avez un rôle si crucial.

Avec votre appui, nous allons chercher à déterminer comment utiliser des instruments financiers innovants comme le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie pour atténuer d'autres types de risques, et mettre à la disposition des pauvres des solutions d'assurance et d'autres dispositifs de protection sociale dont ils ont tant besoin.

Le changement climatique est une autre menace planétaire qui nous impose de changer notre mode et notre rythme de fonctionnement.

La bonne nouvelle est qu'à présent nous devons tous honorer les engagements pris à Paris.

Mais nous devons agir bien plus vite, sinon l'objectif de 1,5 °C deviendra irréalisable.

Août a été le mois le plus chaud jamais observé depuis que nous avons commencé à tenir des statistiques. Et il est fort probable que 2016 — un an après la signature de l'accord historique de Paris — soit l'année la plus chaude de tous les temps.

Dans la quasi-totalité des régions du monde, des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il s'agisse de précipitations record ou de sécheresses, deviennent plus fréquents.

En ce moment, nos pensées vont à la population haïtienne dont le pays a été dévasté cette semaine par l'ouragan Matthew, et qui dénombre près de 300 morts. Les conséquences tragiques du passage de Matthew se ressentent déjà dans de nombreux petits pays insulaires vulnérables des Caraïbes.

Nous envoyons une équipe d'évaluation rapide sur place pour mesurer l'ampleur des dégâts en concertation avec les autres partenaires du pays. Haïti a par ailleurs fait appel au Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe aux Caraïbes qui a été créé avec l'aide de la Banque mondiale pour mettre un système d'assurance contre les catastrophes naturelles à la disposition des pays de la région.

De telles catastrophes nous rappellent qu'il est nécessaire d'aider les pays à renforcer leur résilience contre des chocs qui se produisent de plus en plus fréquemment.

Très souvent, ce sont les personnes les plus démunies qui sont les plus exposées aux effets du changement climatique — d'où l'intérêt de placer cette question au cœur de notre mission visant à mettre fin à l'extrême pauvreté.

Nous devons nous attacher beaucoup plus sérieusement à financer les promesses faites par les pays, mais, en même temps, nous devons faire montre de plus de créativité dans la façon dont nous employons les ressources disponibles.

Nous l'avons fait lorsque nous avons commencé à nous intéresser à la crise des réfugiés ; maintenant, nous devons appliquer le même traitement aux gaz à effet de serre. Notre démarche face à la crise des réfugiés a été de « suivre les réfugiés » ; dans le cas du changement climatique, nous devons suivre les gaz à effet de serre et financer les projets qui permettront de les ramener aux niveaux requis.

Certes, nous avons accompli beaucoup de choses, mais il reste aussi beaucoup à faire.

Nous devons revoir nos ambitions à la hausse si nous voulons stimuler la croissance économique au profit des pays et des populations les plus pauvres du monde.

Nous devons consacrer aux êtres humains les investissements dont nous savons qu'ils sont essentiels à la compétitivité des pays.

Face à toutes les menaces mondiales auxquelles nous sommes confrontés, nous devons adopter les mesures qui entraîneront un changement de la situation à l'échelle requise.

Nous avons fait de la Banque mondiale une meilleure institution. À présent, nous devons la rendre plus forte.

Vous vous souviendrez certainement que durant ma première allocution plénière à Tokyo, j'avais cité le dirigeant américain du mouvement des droits civiques Martin Luther King qui a dit : « l'arc de l'univers moral est long, mais il tend vers la justice ».

Aujourd'hui, je vais conclure sur une autre citation de M. King, qui a trait à ce qu'il a appelé « le mythe du temps... Prétendre que le temps, à lui seul, guérira inéluctablement tous les maux, voilà une idée étrangement irrationnelle ».

En 1963, dans l'allocution qu'il prononça à quelques pâtés de maison d'ici à peine, Martin Luther King parla de « l'urgence absolue du moment » — la nécessité d'une action immédiate, résolue, en vue de la réalisation d'un objectif fondamentalement important.

J'invite toutes les personnes présentes ici aujourd'hui à œuvrer avec cette même urgence à la réalisation de notre objectif — mettre fin à l'extrême pauvreté.

Au bout du compte, nos aspirations pour les pauvres doivent coïncider avec les aspirations des pauvres eux-mêmes. Sinon, nous aurons échoué.

Vous nous avez confié la meilleure mission au monde — mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Poussez-nous à travailler à tous les niveaux de l'institution pour mobiliser des ressources nouvelles, en particulier auprès du secteur privé, au profit de nos clients.

Exigez que nous utilisions nos connaissances pour proposer des solutions plus ingénieuses et répondre plus rapidement à vos besoins.

Mais donnez-nous aussi la marge de manœuvre dont nous avons besoin pour résoudre les problèmes les plus importants, et assurez-vous que nous disposions de moyens financiers suffisants pour changer le monde, de sorte que les catégories les plus pauvres et les plus marginalisées de la population en profitent.

Soyons audacieux afin qu'ensemble nous puissions tendre l'arc de l'histoire vers la justice, mais aussi réinventer l'histoire pour nous-mêmes, pour nos enfants et pour les générations futures.

Je vous remercie.